



Après le succès du 7 mars, on continue ! Le 16 et le 18 mars, grèves et manifestations pour imposer le retrait du CPE

Dimanche soir, Villepin nous a expliqué qu'il aimait les Français et la France, qu'il comprenait et qu'il était à l'écoute des jeunes, mais... que la loi dite de l'égalité des chances, dont le CPE est une des mesures phares, serait appliquée sans tarder. Encore une fois, le Premier ministre choisit de passer en force, en utilisant le 49-3 pour faire passer sa loi à l'Assemblée nationale, en envoyant, à de nombreuses reprises, les CRS contre les étudiants. C'est avec la même brutalité et le même cynisme qu'il a organisé le dépeçage de Gaz de France au profit de Suez reniant, sa « promesse » selon laquelle « EDF et GDF resteront des entreprises à capitaux majoritairement publics ».

Mais cette arrogance de Villepin ne saurait cacher la situation d'extrême faiblesse dans laquelle il se trouve aujourd'hui, lui et son gouvernement. Sa cote de popularité s'effondre chaque jour un peu plus. Dans les rangs même de la droite, certains expriment leur doute à vouloir s'entêter à imposer le CPE face à l'ampleur des mobilisations, car ils craignent que celles-ci emportent, non seulement le CPE, mais aussi le gouvernement, et débouchent ainsi sur une véritable crise politique.

LA MOBILISATION S'AMPLIFIE

Car la mobilisation ne cesse de s'amplifier. Partout le 7 mars, les mobilisations ont doublé, voire triplé par rapport au 7 février, rassemblant près d'un million de personnes dans toute la France. Jeunes, salariés du public et du privé se sont retrouvés côte à côte dans la rue. Et du côté des lycéens, tout indique qu'ils vont entrer dans la mobilisation dans les jours qui viennent, organiser à leur tour des assemblées générales et bloquer leur lycée.

Le refus du CPE reçoit la sympathie, la solidarité de la grande majorité de la population et se transforme en une vague de contestation de la politique réactionnaire du gouvernement qui touche toutes les générations, toutes les catégories de salariés.

La coordination nationale étudiante, qui s'est réunie à Poitiers le samedi 11 mars et qui a regroupé des délégués de 64 universités, a réaffirmé que l'objectif du mouvement est d'obtenir, non seulement le retrait du CPE, mais aussi de la loi sur l'égalité des chances dans son ensemble, car

n'oublions pas que celle-ci institue, entre autres, l'apprentissage à 14 ans et l'autorisation du travail de nuit à partir de 15 ans.

**MAINTENANT, TOUT DE SUITE, SANS ATTENDRE,
TOUS ENSEMBLE
CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT !**

C'est dans les jours qui viennent que tout va se jouer. Il est possible de multiplier les échanges entre jeunes et salariés, de démultiplier les collectifs unitaires, associant les collectifs du 29 mai, les partis politiques, les syndicats et le mouvement des jeunes. La loi sur l'égalité des chances, le CPE, comme le CNE, sont les éléments d'un même dispositif qui vise à généraliser la précarité. Nous sommes tous concernés. Aux contrats précaires, quels qu'ils soient, opposons des CDI à temps plein, pour toutes et tous.

Il s'agit de faire du 16 et du 18 mars de puissantes journées de grève, de mobilisation et de manifestation pour submerger le gouvernement. Dès maintenant, il faut préparer, pour la semaine prochaine, une journée de grève interprofessionnelle de tout le monde du travail, en lien avec les étudiants et les lycéens, et aller vers un mouvement d'ensemble de toute la population contre le gouvernement.

Il n'y a rien à négocier sinon le retrait du CPE et de la loi de l'égalité des chances. Tout de suite, par la mobilisation, il est possible de mettre en échec la politique du gouvernement et, s'il ne veut rien entendre, de le licencier sans attendre 2 007. A condition que, tous ensemble, tous ensemble...

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :